

REGARD SUR LA VIE OUVRIERE ET SOCIALE MAI 2018

Conflits à la Sncf, à Air France, dans les Ehpad, les hôpitaux, à l'Université, chez les retraités. C'est un grand pan du service public qui est remis en cause, sous couvert de réformes. C'est une dérive voulue et affirmée vers un libéralisme de plus en plus dur qui se dessine dans le pays. Dans cette période qui connaît une certaine reprise économique, sous couvert de favoriser l'emploi, on donne aux plus riches (les premiers de cordée), prétextant que les derniers en seront bénéficiaires ; mais l'économie libérale n'est pas une société de philanthropie qui mette « l'humain d'abord ».

REPRISE ECONOMIQUE ET CREATION D'EMPLOIS DANS LA MANCHE.

A Saint André de l'Épine, l'usine de plastiques a un projet d'extension en doublant sa surface. **La SAP (Saint André Plastiques)** emploie 155 salariés domiciliés dans un rayon de 30 kms et 15 intérimaires avec formation dans l'entreprise. Une vingtaine d'embauches est prévue.

A Carentan : **LAUDESCHER** se lance dans la menuiserie en 3D ; l'entreprise passe ainsi de 39 à 45 salariés. L'usine **CARGILL**, 300 salariés, à Beaufte, cherche conducteurs de ligne et techniciens de maintenance. A **Isigny Sainte Mère**, une nouvelle usine est en projet pour augmenter la production de poudre de lait infantile. Elle compte 758 salariés et a embauché 79 salariés en un an. L'usine fonctionne avec ses partenaires chinois et parie toujours sur la qualité.

A Poilley, **REMADE**, groupe qui emploie 750 personnes, dont 325 à Poilley, recrute 200 salariés pour arriver à 500 emplois lors du transfert de l'usine à Tirepied prévu dans 3 ans.

A Avranches, **la BISCUITERIE SAINT MICHEL** qui compte déjà 180 salariés va embaucher 40 personnes prêtes à travailler en 3x8 pour la fabrication et le conditionnement.

A Cherbourg, **LES CMN** espèrent signer un contrat du siècle avec l'Arabie Saoudite : construction de 39 navires, des intercepteurs patrouilleurs pour la police, la sécurité, les escortes. **NAVAL GROUP** (ex-Arsenal) a eu la confirmation d'un plan de charge important pour les années à venir, ce qui devrait amener 600 embauches en 2 ans ; mais la base de défense (activité de soutien) qui compte 600 personnes, risque de diminuer, d'où forte inquiétude des syndicats.

Le Nord Cotentin, et en particulier le bassin de Cherbourg, est parmi les plus dynamiques de France, avec les grands donneurs d'ordre que sont ORANO, NAVAL GROUP, MAITRES LAITIERS... Dans le commerce, il y a 621 intentions d'embauche. Face à cette difficulté de recruter, de nombreuses initiatives se font jour partout dans la Manche : tels que le Forum « Rallie l'industrie », le salon de l'emploi, les Job Dating, les forums sur l'alternance, etc...

Mais des secteurs sont en difficulté ou en attente incertaine :

Annoncé puis démenti, le redressement judiciaire des **ABATTOIRS AIM GROUP** a été prononcé ; les 226 salariés sont très inquiets pour leur avenir, la date butoir pour déposer un dossier de reprise est fixée au 22 mai. Les salariés font le maximum pour

rendre cette société attractive pour un repreneur. Par ailleurs, les 78 anciens salariés licenciés qui avaient porté plainte en 2017 pour faillite frauduleuse et banqueroute ont obtenu gain de cause avec la reconnaissance de licenciements nuls et abusifs et le versement de 2,4 millions d'euros pour l'ensemble des 78 salariés.

Incertitude pour l'avenir de **l'EOLIEN et de l'HYDROLIEN** à Cherbourg à cause des lenteurs et tergiversations du Gouvernement qui n'en finit pas de lancer les appels d'offre et à cause également de la révision du tarif de rachat de l'électricité. A l'EPR, le démarrage va-t-il être encore repoussé à cause de soudures non conformes sur des tuyauteries.

A CAP GEMINI, 65 postes dans le Cotentin sont en suspens, selon la CGT, suite à un contrat signé entre Orano et Spie concernant les centres d'appels et de proximité.

A Carentan, les salariés d'**AURYS** ont débrayé le 11 avril pour réclamer des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. Les salariés de l'entreprise **OCEANE** ont débrayé à l'appel de FO également pour des augmentations de salaire.

A **CARREFOUR**, les salariés se sont mobilisés le samedi, veille de Pâques, à l'appel de l'intersyndicale. 2400 emplois risquent d'être supprimés et 273 magasins ex-Dia fermés.

CONFLIT A LA SNCF :

Suite au rapport Spinetta, le Gouvernement a engagé une réforme de la Sncf pour combler la dette de l'entreprise, pour entrer dans la concurrence du rail et, pour cela, de revoir le statut des cheminots considéré comme un élément favorisant l'endettement de l'entreprise.

Le 2 avril a commencé le mouvement de grève perlée : 2 jours de grève sur 5 jours, ainsi jusqu'à fin juin. L'intersyndicale CGT, UNSA, SUD, CFDT, FO, veut ainsi obliger le Gouvernement à négocier cette réforme. Réaction de la Direction : Frapper les grévistes au portefeuille en considérant que tous les jours de grève et les jours de repos ne seront pas payés. Une caisse de solidarité financière est lancée qui a récolté déjà 1 million d'euros au début mai. Il y a une forte crainte que cette réforme par l'ouverture à la concurrence mène la fermeture des petites lignes et que le service public soit mis en pièces. Le statut des cheminots n'en fait pas des privilégiés.

La forte participation des agents indispensables à la circulation de trains comme grévistes est de 48% au début du conflit. Ce qui provoque beaucoup de « débrouille » chez les usagers : co-voiturage, bus, etc... La dette de la Sncf qui est 50 milliards est la conséquence des choix des Gouvernements précédents pendant 20 à 30 ans et non du statut des cheminots. L'Etat doit prendre ses responsabilités, ce qu'ont affirmé les organisations syndicales lors d'une table ronde le 5 avril.

Ce conflit a des répercussions pour les voyageurs mais aussi pour le fret : céréales, matières premières, le tourisme... Le 9 avril, coup d'envoi du débat à l'Assemblée Nationale : outre la fin du recrutement des salariés à statut, grévistes et partis de gauche déplorent la volonté du Gouvernement de transformer la Sncf en société anonyme à capitaux publics et d'ouvrir le secteur ferroviaire à la concurrence.

Les cheminots de Cherbourg, lors d'un rassemblement, ont affirmé : on se bat pour le rail et pour le service public. Depuis le début du conflit, les cheminots, une quarantaine sur les 60 que compte le personnel, avec les organisations syndicales de Cherbourg

multiplient les actions pour expliquer leur mouvement : barbecue, apéritif, goûter, tracts, manifestations...

Un tiers de l'activité de la Sncf se fait à l'étranger – avec Systa, Kéolis, Géodis - (10 milliards d'euros) dans 120 pays mais la qualité du service en France s'est dégradée à mesure que la Sncf investissait à l'étranger, ce qu'affirme le comité des usagers de transport en commun ; d'où la demande de remboursement des billets et la préconisation de la grève de présentation du billet. Les usagers soutiennent les cheminots, d'autres sont dans l'expectative.

Le 13 avril, l'intersyndicale demande en vain l'arrêt du processus législatif et l'ouverture de négociations approfondies. Dans les pays où l'ouverture à la concurrence a eu lieu, en Italie et Allemagne, les conséquences sur le manque d'investissement et les problèmes de qualité de service se font sentir.

Le 17 avril, l'Assemblée Nationale a adopté le projet de réforme de la Sncf : 454 voix pour, 80 contre et 29 abstentions. Seule la gauche a voté contre ; les organisations syndicales déplorent ce passage en force, mais la volonté de continuer à se battre est toujours là. Les discussions avec la Ministre des Transports ayant échoué une rencontre avec le Premier Ministre a eu lieu **le 7 mai** ; Celui-ci a exclu de modifier la réforme adoptée à l'Assemblée. Certaines organisations syndicales en appellent à la convergence des luttes et prévoient une journée blanche le 14 mai avec interruption totale du trafic.

CONFLIT A AIR FRANCE

Depuis le début février, le personnel d'Air France demande des augmentations de salaires qui sont bloquées depuis de nombreuses années ; ils demandent à avoir droit de participer aux bénéfices réalisés par la société. Le personnel surtout navigant observe des jours de grève entrecoupés de jours travaillés. Ainsi, le 7 avril, 34% des pilotes, 26% des hôtesses et 18% des personnels au sol étaient en grève.

Des négociations ont eu lieu **le 12 avril** : 2% d'augmentation de salaire proposés par la Direction, 6% demandés par le personnel, d'où échec des négociations. Au 9^{ème} jour de grève, le 18 avril, l'intersyndicale demande 5,1%. La Direction accepte 2% immédiatement, plus 5% sur 3 ans.

Après le 11ème jour de grève, la Direction lance une consultation auprès de l'ensemble du personnel sur ses propres propositions, voulant ainsi contourner les organisations syndicales ; le PDG a aussi mis en balance sa démission. Le 4 mai, les résultats donnent raison au personnel, y compris le personnel au sol : plus de 80% de votants, 55% refusent la proposition. Le PDG démissionne.

SANTE, EHPAD

La situation des hôpitaux demeure tendue dans la Manche. Aux urgences de Cherbourg, le personnel toujours en grève est découragé : la révolte s'use, mais la colère reste. A l'Hôpital Simone Veil de Valognes, la fermeture de 6 lits inquiète le personnel, dit la CGT. Cette inquiétude rejoint celle des habitants de la région consultés par l'association de défense : 1100 réponses disent leur crainte pour l'accès aux soins.

Une réunion a eu lieu au Ministère de la Santé le jeudi 14 avril avec des élus et les syndicats. Cette réunion de consultation n'a pas débouché sur des décisions. Les

organisations syndicales se disent très insatisfaites de cette rencontre : C'est une réunion sans réponse, dit FO, nous sommes très déçus, dit la CGT, ainsi que la CFDT.

Ehpad : La situation dans les Ehpad ne s'est pas améliorée depuis le mouvement du 30 janvier. Les délégués syndicaux CGT présents à l'Ehpad de Montebourg jugent dérisoire la promesse de 50 millions d'euros pour toutes les Ehpad de France. De plus, ils pensent que le Gouvernement veut faire le choix du privé, avoir un système de rentabilité dans les Ehpad. Les élus du Département s'inquiètent aussi de la situation, mais le personnel soignant relève de l'Etat.

De nombreuses autres réformes : justice, université... sont menées au même pas de charge sans consultation, sans tenir compte des corps intermédiaires : syndicats, professionnels, comités d'usagers ou de défense.

DEUX MOUVEMENTS NATIONAUX ET LOCAUX de revendications et de propositions ont eu lieu ces derniers temps :

Le 19 avril, l'intersyndicale CGT, FSU, SUD SOLIDAIRES, et l'UNL des lycéens ont appelé à faire de ce jour **une alternative de progrès social** : amélioration du pouvoir d'achat, des pensions, des minimas sociaux, temps de travail, droits collectifs. Il y a eu près de 1200 manifestants à Cherbourg. D'autres rassemblements ont eu lieu à Saint-Lo et Avranches.

Le 1^{er} mai, à l'appel de la CGT, FSU, SUD, CFTC et FO locale, un 1^{er} mai revendicatif et de progrès social a eu lieu dans la Manche partout en France. 900 personnes à Cherbourg, 10 à Coutances, 150 à Saint-Lo et Avranches. La manifestation parisienne a été occultée par la présence des casseurs. A Cherbourg, à l'initiative de la CGT, le 1^{er} mai a été l'occasion de retracer l'histoire ouvrière des années 1950 à mai 68 et après. Les acquis obtenus après Grenelle demeurent vivants. De nombreuses personnes ont apprécié ce regard sur l'histoire ouvrière toujours d'actualité. Mai 68 fut aussi le mouvement des étudiants et des paysans qui créèrent le syndicat des paysans travailleurs, devenu par la suite la Confédération Paysanne.

C'est aussi en cette fin avril qu'a eu lieu le **Congrès du syndicat FO** à Lille et où a été élu Pascal Pavageau comme Secrétaire Général en remplacement de Jean-Claude Mailly. Transition houleuse à l'intérieur du syndicat.

Le Secrétaire National de la CFDT présent dans la Manche au début avril a affirmé que le Gouvernement doit faire avec les syndicats et pas contre eux.

LOI ASILE ET IMMIGRATION

Les initiatives de partage avec les migrants continuent d'avoir lieu : partage d'un repas entre migrants et habitants du quartier du Maupas à Cherbourg le 21 avril ; rencontre entre lycéens pour parler des réfugiés et avec eux dans les lycées de Cherbourg ; des groupes de soutien se manifestent lors d'expulsion de migrants dans le Saint-Lois, le Coutançais (Coutances, Gratot, Villedieu) comme ce 21 mars à Coutances pour soutenir un jeune Ethiopien expulsé vers la Suède après son arrestation lors de son pointage au commissariat. A Saint-Lo, devant la Préfecture, 54 membres du Collectif sont venus

soutenir 13 personnes renvoyées vers l'Italie. D'autres initiatives ont eu lieu avec un certain retentissement national : au col de l'échelle où des groupes d'extrême droite se sont manifestés contre des habitants des Alpes solidaires des migrants.

La loi asile et immigration a été votée au Parlement en première lecture. Cette loi prévoit de faciliter la reconduite à la frontière pour les déboutés, de prolonger le temps de rétention dans les centres (de 45 à 90 jours), de diminuer le délai de recours devant le CNDA et de diminuer le délai pour déposer un dossier de demande d'asile.

Ce texte a été refusé par les députés de gauche et seul député LERM ; d'autres se sont abstenus, dont Sonia Krimi, la Députée de la Manche. Des centaines de manifestants de la Cimade et de la Ligue des droits de l'homme se sont rassemblés devant l'Assemblée. Le Collectif Saint-Lois a réagi « *contre ce projet qui va porter atteinte aux droits fondamentaux des personnes vulnérables* ». A Cherbourg, Itinérance, lors d'un rassemblement le 20 mars a dénoncé la politique la France en matière d'immigration, pays qui en proportion de sa population est au 16^{ème} rang européen.

D'autres associations luttent pour d'autres causes de solidarité :

Face au drame terrible que vivent les **Palestiniens de Gaza**, manifestant dans leur marche du retour en souvenir de la Nakba et réprimés par la violence de l'armée israélienne (de nombreux gazaouis tués et de nombreux blessés par balle), l'association de solidarité Palestine Nord Cotentin a rassemblé des citoyens le 17 avril pour dénoncer la répression israélienne et réclamer une action du Gouvernement Français.

*Je refuse de croire que les circonstances
actuelles rendent les hommes incapables de
faire une terre meilleure*

Martin Luther King

Les prêtres-ouvriers de la Manche
Le 10 mai 2018